

COMITE SPECIAL POUR LA QUESTION DE HONGRIE

MEMORANDUM DU RAPPORTEUR

Document No 12/Rev.1

CONFIDENTIEL

9 avril 1957

DOCUMENT DE TRAVAIL REVISE SUR LA PRESENTATION DU RAPPORT

Le canevas ci-joint, qui n'a rien de définitif, repose sur les considérations suivantes :

L'économie du rapport doit cadrer avec la mission du Comité spécial qui est de présenter des faits et des constatations. Il ne semble pas y avoir intérêt à adopter l'ordre chronologique d'autant plus qu'avec des événements d'aspects si variés on se heurterait, pour le suivre, à de nombreuses difficultés.

C'est pourquoi on estime que chaque chapitre devrait traiter, autant que faire se peut, d'une question déterminée relevant des attributions du Comité. Chaque chapitre devrait être rédigé de manière à fournir des renseignements ordonnés touchant les divers problèmes subsidiaires examinés au cours de l'enquête.

Cette façon de concevoir le rapport soulèvera probablement, au moment de la rédaction proprement dite, diverses difficultés qui, on a tout lieu de penser, ne seront pas plus grandes que si l'on retenait une autre solution.

Par cette méthode, on pourra présenter la totalité des renseignements de manière à étayer dans le détail les constatations du Comité. Elles seront brièvement exposées au début du rapport, de préférence au chapitre II, avec des renvois aux chapitres suivants où figureront les renseignements détaillés correspondants.

Dans le rapport, on cherchera à indiquer, en termes courtois et en s'abstenant de toute polémique, les aspects significatifs du soulèvement hongrois et les événements qui se sont déroulés depuis le 23 octobre 1956. On n'exposera des faits antérieurs que dans la mesure où il est indispensable de s'y référer pour expliquer la situation qui a prévalu en octobre 1956 et au cours des mois suivants.

Un dernier chapitre présenterait les conclusions que pourrait formuler le Comité.

Le rapport s'appuyera surtout sur les renseignements nombreux et variés communiqués au Comité et notamment sur les témoignages qu'il a entendus. Le rapport n'indiquera qu'exceptionnellement la source des renseignements. On y présentera, sous l'autorité du Comité, une somme de données de faits et de constatations.

Il conviendra d'examiner la possibilité de mettre en annexe :

1. Un exposé des sources d'où sont tirés les renseignements mis à la disposition du Comité. Un projet de cet exposé sera distribué au Comité.
2. Des documents précis sur la révolution hongroise, qui sont trop longs pour être insérés in extenso dans le corps du rapport.

Chaque chapitre comptera 7.000 mots environ, c'est-à-dire plus qu'il n'avait été prévu à l'origine. Il a fallu allonger le rapport en raison du volume des témoignages détaillés soumis au Comité.

CHAPITRE I

ORGANISATION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE

Texte de la résolution A/RES/449

Renvoi aux renseignements contenus dans le Rapport intérimaire. Caractère très complet du présent rapport. Sa portée : constatations du Comité sur l'origine et le déroulement de l'insurrection hongroise, situation créée par l'intervention militaire et politique de l'URSS en Hongrie et conséquences de cette intervention sur l'indépendance extérieure de la Hongrie, l'évolution politique intérieure, l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Réunions tenues par le Comité à New York depuis l'élaboration du Rapport intérimaire. Voyage en Europe. Témoignages recueillis à Genève, Rome, Vienne, Londres et Genève. Retour au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Examen et approbation du rapport.

Tentatives faites pour observer la situation en Hongrie. Echange de correspondance par l'intermédiaire du Secrétaire général. Refus opposés par le Gouvernement hongrois.

Tentatives faites pour entrer directement en contact avec M. Imre Nagy. Rejet par la Roumanie, le 30 mars, de la demande de coopération adressée par le Comité.

Bien que de ce fait la résolution de l'Assemblée générale n'ait pas été appliquée, le Comité a obtenu des preuves et des renseignements très complets.

Plus de 100 témoins ont été entendus. Noms suggérés a) par les Etats Membres, en réponse à une lettre du Comité; b) par des personnalités hongroises qui ont pris part aux événements d'octobre-novembre; c) par des personnes qui ont offert d'apporter leur témoignage devant le Comité. Témoins choisis, sous l'autorité du Président et du Rapporteur, parmi plusieurs milliers de personnes demandant à déposer. Seuls les Hongrois qui ont effectivement participé aux événements d'octobre-novembre ont été entendus sur des faits auxquels ils ont réellement assisté. Soixante-quinze pour cent environ ont préféré conserver l'anonymat, bien que leur identité ait été connue du Président. Chacun des témoins a eu la possibilité de faire un exposé préliminaire puis a été soumis à un interrogatoire approfondi par les membres du Comité.

Les preuves apportées sont remarquablement concordantes. Le Comité se félicite de la collaboration apportée par les témoins et rend hommage à leur dignité et à leur patriotisme réel.

Plusieurs gouvernements des Etats Membres ont soumis des données et des renseignements dont ils disposaient, notamment des photocopies de journaux hongrois et de feuilles d'écoute.

Utilisation des communiqués de presse. Documentation soumise au Comité.

Le Comité a eu également des renseignements analogues provenant de sources privées ou fournies par des organisations non gouvernementales.

Le Comité a établi le présent rapport après avoir examiné et étudié de façon approfondie cette volumineuse documentation.

Travaux futurs du Comité - méthodes permettant de rassembler des renseignements sur l'évolution de la situation en Hongrie, et rapports éventuels à l'Assemblée générale et aux Etats Membres.

CHAPITRE II

BREF. COMPTE RENDU DES EVENEMENTS

Les chapitres III à XVI traiteront de divers aspects particuliers de l'insurrection hongroise. En guise d'introduction à ces chapitres, il faudra donner, dans le chapitre II un compte rendu principalement chronologique des événements, schéma qui permettra de mieux saisir les liens entre les événements relatés dans les chapitres ultérieurs. Ce compte rendu chronologique suivra, dans ses grandes lignes, le rapport intérimaire, mais il constituera un exposé plus solide du déroulement des événements, du fait que le Comité dispose à présent d'un volume de renseignements plus considérable. Aucun des événements ne sera traité par le détail dans ce chapitre, étant donné que tous les détails utiles devront trouver leur place appropriée dans l'un ou l'autre des chapitres subséquents.

Ce chapitre contiendra aussi, brièvement formulées, les constatations du Comité sur les divers aspects de la révolution hongroise; toutes ces constatations seraient étayées par les analyses détaillées faisant l'objet des chapitres suivants.

CHAPITRE III

VUES EXPRIMEES PAR LE GOUVERNEMENT DE L'URSS ET LE GOUVERNEMENT HONGROIS PRESIDE PAR M. JANOS KADAR AU SUJET DE L'INSURRECTION HONGROISE

Ce chapitre présentera puisées à des sources soviétiques et hongroises les vues du Gouvernement de l'URSS et du Gouvernement de M. Janos Kadar au sujet des événements de Hongrie. Il s'agira dans ce chapitre d'exposer purement et simplement les vues de ces gouvernements, et l'on ne tentera pas de contester de quelque manière que ce soit le bien-fondé de ces vues.

La question fondamentale

Du point de vue de l'Union soviétique, les événements de Hongrie représentent un épisode du conflit entre les forces du progrès et celles de la réaction. Des éléments contre-révolutionnaires et fascistes, qui guettaient l'occasion de reprendre le pouvoir, ont exacerbé certains griefs légitimes de la population. Ils ont bénéficié d'une aide massive de la part des forces impérialistes et réactionnaires de l'extérieur. Une victoire de la contre-révolution ainsi provoquée aurait placé le peuple hongrois sous le joug de maîtres capitalistes; elle ne fut évitée que grâce à l'aide apportée par les troupes soviétiques.

Justification de l'intervention soviétique

Diverses déclarations faites par M. Kadar, le maréchal Boulganine, des rédacteurs du journal Pravda, etc., servent à illustrer la thèse suivant laquelle l'URSS, en tant qu'"Etat socialiste" ne pouvait rester indifférente à l'appel du Gouvernement hongrois en lutte contre les forces de la réaction. Les troupes soviétiques sont intervenues uniquement sur la demande du Gouvernement hongrois et dans le dessein de sauvegarder les résultats obtenus par dix ans d'efforts dans le domaine de l'édification socialiste et pour empêcher que la Hongrie ne devînt l'échelon avancé d'une agression contre ses voisins socialistes, menée par des puissances bellicistes qui s'efforçaient de transformer ce pays en une colonie de l'Occident.

Illégalité de toute action de la part des Nations Unies

Les sources principales où l'on peut trouver les raisons pour lesquelles l'URSS et M. Kadar se sont opposés à ce que l'Organisation des Nations Unies examine les événements de Hongrie sont les discours prononcés au Conseil de sécurité et devant

l'Assemblée générale, ainsi que les messages du Gouvernement Kadar. Un examen de cette nature, que ce soit sous la forme de délibérations à New York, de l'envoi d'observateurs en Hongrie ou de la création d'un comité spécial, constitue une violation de la souveraineté nationale de la Hongrie ainsi que des dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. La requête d'Imre Nagy, demandant à l'Organisation des Nations Unies d'intervenir est sans valeur juridique. Il n'y a nul besoin que l'Organisation des Nations Unies enquête sur la situation en Hongrie, car tous les faits sont déjà connus. Ces faits peuvent être résumés comme suit :

Déroulement des événements

a) Griefs légitimes

De graves erreurs ont été commises par le régime Rakosi-Geroe, qui avait perdu les sympathies du peuple. Il y a eu des cas de violation flagrante de la loi, comme dans l'affaire Rajk, par exemple. Une bureaucratie exagérée tendait à favoriser les fonctionnaires arrivistes; dix pour cent de la population totale de la Hongrie étaient inscrits au Parti, dans lequel s'étaient infiltrés des éléments bourgeois ou étrangers à l'idéal communiste. Le mécontentement provoqué par cette situation ainsi que par le manque de tact des autorités qui ne permettaient pas aux sentiments authentiquement nationaux des Hongrois de se manifester en ce qui concerne par exemple la direction du Parti, l'uniforme de l'armée, etc., s'accroissait progressivement et aboutit aux manifestations du 23 octobre.

b) Préparatifs en vue de la contre-révolution

Les germes de la contre-révolution avaient été semés bien avant le mois d'octobre 1956. Un signe avant-coureur en était l'hostilité que de nombreux écrivains hongrois témoignaient au principe léniniste de la discipline du Parti en matière littéraire. A l'extérieur des frontières, le Congrès des Etats-Unis avait voté des crédits de plus de cent millions de dollars pour envoyer en Hongrie espions, saboteurs, pamphlets subversifs, etc. Les "messages de Noël" en provenance d'outre-Atlantique étaient accompagnés d'une propagande provocatrice de la part de certaines stations radio de l'Occident, ainsi que de la création d'un réseau d'agents dûment entraînés, au nombre desquels figuraient d'anciens fascistes hongrois.

Les services de renseignements des Etats-Unis étaient derrière toutes ces manoeuvres; dès le début, le soulèvement fut dirigé par des chefs expérimentés contre des points sensibles et des centres stratégiques déterminés à l'avance.

c) La réaction aux leviers de commande

En l'espace de quelques jours, les contre-révolutionnaires avaient déjà commis de nombreux assassinats et des atrocités et ils proclamaient ouvertement le retour du capitalisme et la suppression de toutes les réalisations du socialisme. Des personnalités réactionnaires telles que le Cardinal Mindszenty et le Prince Eszterházy libérés de prison par la contre-révolution, réapparurent à Budapest et faisaient figure de dirigeants possibles. L'Amiral Horthy offrit ses services. Utilisant des armes distribuées par des agents de l'étranger, voire même par des véhicules de la Croix-Rouge, les contre-révolutionnaires, dans les rangs desquels se trouvaient des garçons de seize ans, terrorisèrent la population et se livrèrent à des actes de vengeance brutale contre les patriotes et les partisans de la démocratie populaire.

Résumé

La thèse de l'URSS consiste à dire qu'il est clairement prouvé que les événements de Hongrie fournissent un exemple typique de contre-révolution, au cours de laquelle des éléments bourgeois et fascistes, aidés par des réactionnaires de l'extérieur, exploitent des griefs légitimes pour jeter le trouble dans l'esprit de la population et s'insinuent ensuite aux postes de commande frappant avec une violence impitoyable les amis du peuple lorsqu'ils croient que la victoire est proche. Janos Kadar a démontré à plusieurs reprises que seule l'intervention des troupes soviétiques a sauvé la Hongrie du désastre.

PARTIE A

L'INTERVENTION MILITAIRE ET SES CAUSES POLITIQUES

CHAPITRE IV

L'INTERVENTION MILITAIRE SOVIETIQUE

(du 23 octobre au 3 novembre 1956)

Mouvements des troupes soviétiques et zones de combat

Présence de troupes soviétiques à Budapest le 24 octobre vers 3 h.30 du matin. A 6 heures les chars soviétiques tirent dans la rue Uellooi. La question de l'arrivée en Hongrie de troupes soviétiques venant de l'extérieur. Précautions militaires prises dès le début d'octobre. Montage de ponts provisoires à Zahony sur la frontière hungaro-soviétique (20 et 21 octobre). Franchissement de la frontière roumaine de bonne heure le matin du 24. Argent roumain trouvé sur les soldats soviétiques. Les trois catégories de troupes soviétiques présentes en Hongrie le 3 novembre : divisions stationnées depuis longtemps en Hongrie, divisions venues de Roumanie et d'URSS. Les unités blindées comptent 2.500 chars. Principales zones de combat : villes universitaires et régions minières ou industrielles (Ile Csepel, Pecs, monts Matra).

Résistance de la population aux troupes soviétiques

Les combattants sont des volontaires non entraînés. Insuffisance de leurs armes. Jusqu'à un certain point le cocktail Molotov résout les deux problèmes : matières premières disponibles et pas de nécessité de formation technique. L'esprit de sacrifice des résistants. Guerre psychologique. Composition des unités soviétiques participant à cette première phase de la bataille. Elles connaissent les pays de l'Europe centrale. Exemples de soldats soviétiques fraternisant avec les insurgés ou, même, se rangeant de leur côté contre l'AVH. Cas moins évidents de troupes portant secours à la population. Remplacement de ces premières unités par des troupes venues de régions éloignées de l'Union soviétique.

Efforts déployés par le gouvernement pour faire cesser les combats (du 24 au 28 octobre)

Campagne de propagande les 24 et 25 octobre. Emissions radiophoniques expliquant la présence des troupes soviétiques par la nécessité de protéger la vie des "citoyens pacifiques". Condamnations de la "clique contre-révolutionnaire". On annonce les capitulations de résistants.

On fait appel aux communistes et aux membres d'autres partis pour qu'ils contribuent à faire oeuvre de "persuasion" et à "éclairer" le peuple. Promesses de ne pas soumettre à juridiction sommaire ceux qui cesseront le combat et déposeront les armes. Appels lancés par diverses organisations et par des personnalités religieuses ou autres (Archevêque Groesz, anciens Présidents Tildy et Szakasits). Cessez-le-feu le 28 octobre.

Accord sur l'évacuation conditionnelle de Budapest par les troupes soviétiques : la question de la création de nouvelles forces de sécurité (du 28 octobre au 1er novembre)

Accord du 28 octobre. Le gouvernement ne peut obtenir que la capitale soit évacuée par les troupes soviétiques avant que l'insurrection ne soit matée. Les négociations traînent en longueur. La confiance fait défaut. Des témoins accusent l'armée d'être restée dans l'expectative parce qu'elle savait que des renforts soviétiques étaient sur le point d'arriver. Gestes spectaculaires du gouvernement (29 et 31 octobre) et du commandement de l'armée (30 octobre) destinés à calmer les insurgés. Nomination du chef de la résistance, Pal Maleter, au poste de Premier Sous-Secrétaire d'Etat à la Défense (31 octobre). Création du Comité révolutionnaire des forces armées : i) toutes les forces armées sont en principe sous l'autorité du gouvernement; ii) toutes les formations armées autres que l'armée et la police sont fondues en une nouvelle Garde nationale placée sur un pied d'égalité avec la Honved et la police. Seuls les membres de la Honved, de la police et de la Garde nationale ont le droit de porter des armes.

CHAPITRE V

L'INTERVENTION MILITAIRE SOVIETIQUE

(du 4 au 8 novembre 1956)

Le retrait des troupes soviétiques de Budapest

Données de fait concernant le retrait des troupes soviétiques à partir du 29 octobre. Indication de leur nouvel ordre de bataille. Certaines unités sont stationnées sous bonne garde à Szekesfehervar. L'attitude générale du Haut Commandement militaire soviétique. Occupation, le 29 février, des principaux aéroports hongrois et départ de 200 avions soviétiques pour l'URSS. Attitude des troupes soviétiques envers la population et souci d'éviter les incidents.

Mouvements des nouvelles troupes et leur ordre de bataille

Indices de mouvements le 30 octobre dans la région de Zahony et à Debrecen. Combats à Debrecen le 31 octobre. Concentration de troupes à Oradea et Timisoara. Concentrations de troupes signalées à la frontière tchécoslovaque en face de Salgotorjan, Komarom, Magyarovar et Rajka. Les troupes soviétiques se disposent apparemment selon trois courbes concentriques : la première forme un croissant qui part de Gyongyos et qui passe par Szolnok, Kecskemet et peut-être par Dunafoldvar sur le Danube; la deuxième relie Nyirezyhaza, Debrecen et peut-être le Nord de Szeged; la troisième est formée par des bases avancées de Roumanie et de l'Ukraine carpathique. Conclusions à tirer de ces mouvements de troupes, compte tenu des circonstances dans lesquelles Kadar a pris le pouvoir, sur le rôle des autorités soviétiques dans la constitution du gouvernement Kadar.

Tactiques militaires adoptées par les Soviétiques au cours des combats

A partir de leurs bases, les troupes soviétiques avancent en trois colonnes. La principale se dirige vers Budapest, la deuxième vers le Nord et les régions minières et industrielles de Miskolc et la troisième, adoptant la tactique de la guerre-éclair, gagne la frontière austro-hongroise. Force numérique, origine et attitude des troupes soviétiques.

Les combats à Budapest

Description des combats de la caserne Killian. Dégâts causés aux immeubles de Budapest. Combats de la colline Gellert. Vue d'ensemble des combats qui ont eu lieu dans la ville. Méthodes terroristes utilisées pour intimider les résistants.

Les combats en province

Preuves que des combats ont eu lieu à Pesterzsebet, à Ujpest, dans le 13ème district, à Csepel, etc. Dislocation de la résistance armée organisée du peuple Hongrois. Description des combattants hongrois, leur classe sociale, leurs armes, etc. Description des combats de Csepel jusqu'au 9 novembre. Combats de Pecs pour les mines d'uranium. Situation de Dunapentele les 4 et 5 novembre. Des appels à l'aide sont lancés aux pays occidentaux. Les troupes soviétiques passent à l'attaque le 6 novembre. Emploi de l'aviation tactique. Description des combats de Miskolc, Kecskemet, Gyor et autres lieux. Dans de nombreux centres, toute résistance est impossible à cause de la tactique de la guerre-éclair employée par les Soviétiques, par exemple à Szeged. Attaques lancées sur des villes proches de la frontière, comme Komarom et Gyor, à partir du territoire tchécoslovaque. Résumé des appels lancés par radio.

Ampleur de la résistance organisée de l'armée hongroise

Déposition du Général Kiraly et d'autres témoins sur cette question. Le commandement hongrois trahi par ses généraux communistes. Informations recueillies au sujet de l'attitude des jeunes officiers et des combats dans les monts Buk, dans les monts Matra et à Budapest. Relations entre l'armée et les combattants de la liberté.

Résistance armée du peuple hongrois

Caractère général des combats et résistance de la population à l'attaque russe. Les travailleurs prennent le commandement à Budapest et dans d'autres villes et sont appuyés par des éléments de l'armée hongroise désorganisée. Les paysans ravitaillent les combattants. Impossibilité de poursuivre effectivement les combats après les 8 et 9 novembre. L'organisation de petits groupes de guérilla dans la région de Komlo, du lac Balaton et dans les monts Buk, ainsi que l'apparition de la résistance passive sous forme de grèves prolongées dans les usines et dans les mines, prouvent que l'esprit de résistance survit dans la population.

CHAPITRE VI

LES CAUSES POLITIQUES DIRECTES DE LA PREMIERE INTERVENTION MILITAIRE

Exposé du système politique hongrois - Les méthodes du contrôle soviétique

Les pouvoirs extra-constitutionnels du Comité central du Parti des travailleurs hongrois, son secrétariat et/ou son premier secrétaire. Le Président du Conseil des ministres, instrument de la hiérarchie communiste. Le système des conseillers soviétiques attachés aux Ministères et à l'AVH. La question des dirigeants hongrois qui étaient des ressortissants de l'Union soviétique.

L'attitude adoptée par M. Nagy du 24 au 27 octobre

Déclarations de M. Nagy le 24 octobre (nécessité de "consolider" la situation, et condamnation des "éléments hostiles" qui se sont dressés contre la démocratie populaire) et le 25 octobre ("des contre-révolutionnaires et des provocateurs ... ont lancé une attaque armée contre l'ordre de notre République populaire" et l'intervention des troupes soviétiques a été "commandée par les intérêts vitaux de notre ordre socialiste").

Le rôle de M. Geroe et des représentants soviétiques en Hongrie

M. Nagy, ami de longue date des intellectuels qui ont organisé les manifestations. Ses déclarations à ce moment étaient en contradiction avec ce que l'on connaissait de ses opinions et de ses relations personnelles et politiques. La situation spéciale dans laquelle s'est trouvé M. Nagy entre le 23 et le 28 octobre. Le 23 octobre, M. Nagy est conduit au quartier général du Parti. Réunions tenues avec les résistants : des témoins ont vu deux hommes en civil qui furent les seuls dans la pièce à ne pas être présentés aux négociateurs. Explication que M. Nagy a donnée le 29 octobre, selon laquelle jusqu'alors il avait été observé et surveillé par le Parti communiste par l'intermédiaire de l'AVH. La présence à Budapest à cette date d'envoyés de l'URSS, M. Suslov et M. Mikoyan, M. Nagy n'aurait pas participé aux longues conférences - et n'aurait été appelé qu'à la fin pour être mis au courant des décisions prises.

L'attitude adoptée par M. Nagy entre le 28 et le 31 octobre

Relâchement du contrôle soviétique en trois étapes : i) remplacement de Geroe par Kadar qui coopéra pendant quelque temps avec Nagy (25 octobre), et changements

intervenues dans le Parti communiste; ii) le Comité central remet son mandat à un praesidium de six membres (28 octobre); iii) dissolution de l'AVH (29 octobre). Le 28 octobre, M. Nagy salue le "grand mouvement national et démocratique", mais fait observer que "des éléments réactionnaires contre-révolutionnaires ont pris part au mouvement". Le 30 octobre - depuis la veille il n'y avait plus de gardes de l'AVH - M. Nagy a donné une série de démentis. Non seulement il a nié avoir pris la décision d'appeler les troupes soviétiques (30 octobre), mais il a aussi nié avoir approuvé la mesure (interview du 31 octobre, radiodiffusée par Radio Vienne). Les auditeurs ont entendu les voix de ceux qui l'incitaient à poursuivre.

CHAPITRE VII

LES CAUSES POLITIQUES DIRECTES DE LA DEUXIEME INTERVENTION

La position politique de M. Kadar avant le 4 novembre

Bref exposé de ses antécédents. Sa déclaration au sujet de la réorganisation du Parti communiste hongrois. Sa déclaration pour laquelle il reconnaissait que la centralisation de la vie publique selon l'orthodoxie léniniste avait échoué en Hongrie. Sa position le 22 octobre. Indications selon lesquelles avant le 4 novembre un certain nombre de communistes auraient adopté sa façon de voir. Déclaration faite devant l'Ambassadeur Andropov le 1er novembre après-midi.

Les mouvements de M. Kadar entre le 1er et le 4 novembre

Exposé de son discours à Radio Budapest le 1er novembre à 21 heures. Les circonstances qui expliquent son attitude à 22 heures. Témoignages sur l'endroit où se trouvait exactement M. Kadar entre le 1er novembre à 13 heures et le 5 novembre au matin, alors qu'on le croyait à Szolnok le 4 novembre à 17 h.05. Les déplacements de M. Apro et de M. Munnich les 2 et 3 novembre. Données concernant Mme Kadar.

Les informations données à la radio le matin du 4 novembre

Première information touchant la constitution du Gouvernement Kadar. L'appel lancé par le Premier Ministre Nagy. Appel lancé au Général Maletter. L'annonce de Munnich, suivie de celle de M. Kadar, à 6 heures du matin.

Le caractère constitutionnel du Gouvernement Kadar

Données soumises au Comité au sujet du caractère inconstitutionnel du Gouvernement Kadar. La question de savoir si, lors de la constitution du Gouvernement Nagy, toutes les formalités prévues par la Constitution avaient été respectées. Les arguments touchant la non-observation des dispositions du paragraphe 2 de l'article 23 de la Constitution, au sujet du statut juridique du Gouvernement Nagy. Autres arguments concernant le statut constitutionnel du Gouvernement Kadar. Examen de ces arguments et de la légitimité constitutionnelle à la lumière de la situation politique réelle en Hongrie. Mesure dans laquelle M. Nagy jouissait de l'appui de la population et mesure dans laquelle sa politique a évolué entre le 27 octobre et le 1er novembre jusqu'à être l'expression des vues de l'écrasante majorité du peuple hongrois.

Objectifs que devait permettre d'atteindre la constitution du Gouvernement Kadar

L'impuissance de Kadar à son arrivée au pouvoir. Données concernant la difficulté rencontrée par Kadar à constituer son ministère. Présence de l'AVH et de personnel russe.

CHAPITRE VIII

LA PRESENCE DES FORCES DE L'URSS EN HONGRIE

Statut et emploi des forces soviétiques

Clauses militaires du Traité de paix avec la Hongrie. Restrictions imposées aux forces armées hongroises. Droit, pour l'URSS, de conserver des forces armées "pour le maintien des lignes de communication ... avec la zone soviétique d'occupation en Autriche" (article 22).

Stipulations du Pacte de Varsovie conclu le 14 mai 1955 lors du retrait des troupes soviétiques d'Autriche. Mention à l'article 8 des principes du respect de l'indépendance et de la souveraineté des Etats, ainsi que de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. Stipulations relatives à la coopération et à l'assistance en cas d'agression venant de l'extérieur. Dispositions relatives au Commandement unifié; le Commandant en chef est le maréchal Kouïev; commandement des forces armées de chacune des parties au Traité. La répartition des forces armées communes sur les territoires des Etats parties au Traité nécessite un accord entre ces Etats. "Autres mesures concertées ... [ayant pour objet de protéger] le travail pacifique de leurs peuples, à garantir l'intégrité de leurs frontières et territoires et à assurer la défense contre toute agression éventuelle". (article 5).

Troupes soviétiques stationnées en Hongrie. Effectifs. Lieux de stationnement.

Justification, par des porte-parole de l'URSS et du Gouvernement Kadar, de l'utilisation des forces soviétiques en vue de réprimer l'insurrection.

Initialement, emploi de forces soviétiques stationnées en Hongrie, suivi à bref délai de l'arrivée de renforts importants de troupes soviétiques en provenance de Roumanie et de la RSS d'Ukraine. Leur passage à travers le territoire tchécoslovaque.

Demande de retrait définitif des troupes soviétiques

Le désir d'indépendance de la Hongrie s'est manifesté au moyen des demandes exigeant le retrait définitif des troupes soviétiques. La demande est formulée pour la première fois le 22 octobre, à l'assemblée des étudiants de l'Université technique. Elle figure parmi les seize points formulés par les étudiants. Revendications émanant d'autres sources. Référence à cette question dans les émissions

radiodiffusées de M. Kadar et de M. Nagy, le 25 octobre. Dans les journaux communistes du 25 octobre et la déclaration de même date du Comité central.

Déclaration du Gouvernement de l'URSS, le 30 octobre, qui se dit prêt à procéder à des entretiens appropriés.

Négociations avec l'Ambassadeur de l'Union soviétique, le 31 octobre. Télégramme au Président du Présidium de l'URSS, le 1er novembre. Note verbale du 2 novembre adressée à l'URSS. Négociations du 3 novembre. Un accord sur le principe d'une évacuation pour le mois de janvier 1957 est signé à 18 heures. Les négociations sur la mise en oeuvre doivent reprendre dans la soirée.

Après le 4 novembre. Programme du Gouvernement Kadar; l'accent initialement mis sur l'évacuation est ultérieurement abandonné. La déclaration d'intention de l'URSS. Revendications réaffirmées de la population au sujet du retrait, formulées par les conseils ouvriers, les intellectuels, etc.

PARTIE B

LES EFFETS DE L'EMPLOI DE LA FORCE OU DE LA MENACE D'EMPLOYER

LA FORCE SUR L'INDEPENDANCE POLITIQUE DE LA HONGRIE

CHAPITRE IX

LA NATURE ET LES OBJECTIFS DE L'INSURRECTION

Analyse des sujets de mécontentement des différents éléments de la population hongroise

Malaise croissant au sein du Parti des travailleurs hongrois et évolution correspondante au Comité central - griefs économiques énoncés au Club Petöfi, griefs politiques formulés à l'Union des écrivains et dans la Gazette littéraire - attitude générale envers l'AVH - position des étudiants, des ouvriers et des paysans. La situation économique en septembre - octobre 1956.

Ces griefs ont uni le peuple de la Hongrie et ont amené diverses fractions de la population à se rassembler à mesure que l'insurrection progressait.

Réaction des membres dirigeants du Parti et du Gouvernement.

Evolution au cours des trois premières semaines d'octobre 1956

Réadmission au Parti d'Imre Nagy et d'autres "camarades révolutionnaires militants estimables" qui, à la suite des procès politiques des deux précédentes années, avaient été exclus du Parti, condamnés ou exécutés (3 octobre). La réinhumation de Laszlo Rajk et des autres principales victimes des procès de 1949 (6 octobre). Arrestation de Mahaly Farkas (12 octobre).

Les événements de Pologne et leurs répercussions sur l'insurrection d'octobre

D'après les témoins, ce sont sans aucun doute les événements de Pologne qui, exception faite de la mort de Staline, ont agi avec le plus de force sur les masses.

Influence des émissions d'Europe libre au cours de la période qui a immédiatement précédé la révolution

Attitude des intellectuels à la veille de la révolution

L'Union des écrivains semblerait s'être pliée à la discipline du Parti après décembre 1955, mais avoir repris ses attaques contre le régime au printemps de 1956. En même temps, le Club Petöfi a pris une plus grande importance politique. Analyse des débats au sein du Club Petöfi et réunions des étudiants, au cours des jours qui ont immédiatement précédé la révolution - revendications présentées par les étudiants le 18 octobre et réaction du Gouvernement - crise au sein de l'organisation des Jeunesses communistes (DISZ) et création de la nouvelle organisation des étudiants

(MEFESZ), le 20 octobre à Szeged. Réunion du 22 octobre à l'Université de l'industrie et de la technologie du bâtiment, à Budapest, dont la convocation est une conséquence directe de la création du MEFESZ.

Résolution adoptée par l'Union des écrivains, le 20 octobre.

Analyse comparée des principales revendications formulées les 22 et 23 octobre 1956

Les 16 revendications adoptées à la séance plénière tenue par les étudiants, le 22 octobre, à l'Université de l'industrie et de la technologie du bâtiment.

Résolution en 10 points adoptée par le Comité exécutif du Club Petöfi le 22 octobre.

Proclamation publiée par l'Union des écrivains le 23 octobre.

CHAPITRE X

LES ORIGINES DIRECTES DU CONFLIT ARME

Les trois étapes des manifestations du 23 octobre à Budapest

L'idée de préparer une manifestation n'est pas une initiative gouvernementale. Diverses organisations se sont activement occupées des préparatifs. Caractère pacifique des manifestations des étudiants et des ouvriers. Les manifestants devaient se rassembler essentiellement en 3 endroits - la statue de Petöfi, la statue du Général Bem et la Place du Parlement. Le nombre des manifestants qui, au départ était de quelques centaines a peut-être atteint 500.000 - représentant toutes les classes de la population de Budapest et des faubourgs. M. Nagy a accepté finalement de haranguer la foule et a pris la parole du bâtiment du Parlement.

Discours radiodiffusé de M. Geroe à 20 heures

M. Geroe a provoqué la colère des manifestants par son allocution radiodiffusée. Il acceptait "la démocratie socialiste". Mais la mise en oeuvre des résolutions de juillet serait ralentie et il ne fixait aucune date précise pour la réunion suivante du Comité central. Condamnation de tous ceux qui diffamaient le Parti communiste et l'URSS. Stigmatisation des "manifestations nationalistes" qualifiées de chauvinistes, antisémites et réactionnaires.

Incidents au bâtiment de la Radio et autres événements de Budapest pendant la nuit du 23 au 24 octobre

Le discours de M. Geroe est commenté avec plus ou moins d'exactitude, à l'intention du reste de la foule, par des gens qui l'avaient effectivement entendu. Impression désastreuse. Manifestations devant le bâtiment de la radio et à l'intérieur de l'immeuble. Négociations avec Valeria Benke, directeur de la station d'émission. Problème d'un accord en vue de radiodiffuser les revendications des manifestants. Examen des conditions dans lesquelles l'AVH a ouvert le feu. Signaler qu'il y a eu 8 morts dans une foule désarmée. Les manifestants décident de se procurer des armes pour tenir tête à l'AVH. Les librairies russes sont attaquées pendant la nuit.

Acquisition d'armes par la population et attitude de l'armée, de la police et de la police de sécurité (AVH) hongroises

Les différents endroits où l'on a pu se procurer des armes - armureries, casernes, arsenaux. Attitude de l'armée. Certains officiers supérieurs veulent ouvrir le

feu sur les insurgés. Les autres officiers et la troupe ne veulent pas tirer sur la population. Le Haut Commandement réussit en définitive à empêcher l'armée de passer en bloc à l'insurrection. Mais les généraux n'obtiennent pas de l'armée ou des forces régulières de police qu'elles ouvrent le feu sur le peuple. En revanche, la police politique se bat contre les insurgés. L'AVH, classe privilégiée dans une collectivité appauvrie. Ils se sont battus mais étaient relativement peu nombreux si bien que leurs armes tombent aux mains des insurgés. Traitement réservé aux membres de l'AVH par les insurgés.

Incidents survenus à Budapest le 25 octobre

Divergences dans le comportement des troupes soviétiques. Trois chars ouvrent le feu sur la foule à la gare de l'ouest. Huit à dix chars soviétiques, décorés du nouveau drapeau hongrois, se joignent à la foule qui se dirige vers la Place du Parlement. L'AVH ouvre le feu sur la foule. Les chars soviétiques mentionnés ci-dessus retournent leurs canons contre l'AVH. D'autres chars soviétiques se joignent à l'AVH pour tirer sur la foule et sur les chars soviétiques ralliés aux insurgés. Des centaines de civils sont tués. Manifestations devant les légations du Royaume-Uni et des Etats-Unis, pour informer le monde de ces massacres.

Premiers incidents en province

L'AVH est plus faible en province et les troupes soviétiques sont isolées. L'AVH tire sur la foule à Magyarovar (83 morts) et à Győr (4 tués). La situation aurait pu évoluer d'une façon pacifique et démocratique si l'AVH et les troupes soviétiques ne s'étaient pas opposées aux vœux de l'énorme majorité de la population.

CHAPITRE XI

LES CONSEILS OUVRIERS ET LES CONSEILS REVOLUTIONNAIRES

Partie A - Conseils ouvriers

La création de conseils ouvriers en Hongrie au début de la révolution sur la recommandation du praesidium du Conseil national des syndicats

Le 26 octobre 1956, le Conseil national des syndicats a suggéré la création dans toutes les usines de conseils ouvriers auxquels participeraient des intellectuels et la mise en place de comités ouvriers de direction. Les ouvriers et les intellectuels des usines ont été en outre priés par le Conseil de se mettre d'urgence en rapport avec leurs syndicats pour qu'une décision soit prise sur leurs tâches suivantes. Témoignages montrant que les ouvriers ne pensaient plus que leurs syndicats leur permettraient de réaliser leurs objectifs : a) économiques; b) politiques. Le Conseil ouvrier, système syndicaliste radical pour mettre les sources de production entre les mains des ouvriers.

Propositions du praesidium du Conseil national des syndicats touchant l'élection et les attributions des Conseils ouvriers

Les propositions pertinentes en date du 27 octobre contiennent des détails sur les méthodes proposées pour la mise en place des Conseils et aussi sur les tâches que l'on envisageait de leur confier.

A la fabrique de lampes à Budapest, création du premier conseil ouvrier de Hongrie le 24 octobre, deux jours avant l'appel du Praesidium du Conseil national des syndicats

Constitution du Conseil et premières mesures prises par lui, d'après les journaux hongrois parus entre le 25 et le 29 octobre.

Création d'autres conseils ouvriers à Budapest et dans les provinces, après le 27 octobre

On possède des renseignements, tirés de journaux et de déclarations de témoins, sur la constitution de conseils ouvriers à Budapest et dans les villes suivantes : Békéscsaba, Dunapentele, Eger, Hodmezovasarhely, Nyiregyhaza, Szeged, Szombathely, Veszprem.

Activités et programmes des conseils ouvriers,
y compris leurs négociations avec le Gouvernement

Surtout d'après des renseignements fournis par des témoins au sujet des conseils ouvriers en général et de ceux de Budapest et de Dunapentele en particulier.

Description des élections tenues au sein d'un conseil ouvrier. Témoignages montrant que les conseils ouvriers étaient disciplinés et avaient l'appui de la population.

Services essentiels assurés pendant les combats. Leurs négociations avec Imre Nagy.

Leur efficacité dans l'établissement de l'ordre et leurs préparatifs de reconstruction pendant les premiers jours de novembre lorsqu'ils reçurent l'assurance que leurs revendications seraient progressivement accordées. Preuves du pouvoir croissant des conseils ouvriers: leur rôle déterminant dans l'élaboration de la politique de Nagy.

Les éléments de la grève.

Relations des conseils ouvriers avec d'autres organes

- a) les autres conseils ouvriers;
- b) les syndicats;
- c) le parti des travailleurs hongrois et ses membres;
- d) autres comités révolutionnaires.

Le caractère démocratique des conseils ouvriers

D'après les témoins, "grâce à l'élection de conseils dans les usines hongroises, la démocratie s'est réinstallée dans les usines" et, avec la naissance des [conseils ouvriers] la révolution a pris le caractère "d'une révolution antidictatoriale et pleinement démocratique".

Partie B - Autres Comités révolutionnaires

L'origine des Comités révolutionnaires, des Conseils,
des Comités nationaux et des Conseils indépendants

Les organes spéciaux qui ont été naturellement créés pour remplacer l'appareil administratif et politique désorganisé dans le pays entre le 25 et le 28 octobre. Ces organes ont été créés dans les villages, les villes, les arrondissements et les districts et ont reçu pour tâche immédiate de maintenir la paix et l'ordre.

Portée, compétence et juridiction de ces organes

Analyse de leurs activités à Budapest et Debrecen, Eger, Győr, Miskolc, Mosonmagyaróvár, Pécs, Sopron, Salgotarjan, Szeged, Szelnok, Szombathely, Veszprem et Zalasegerszeg. Les données pertinentes sont tirées des déclarations de témoins et des journaux hongrois.

Rôle des Comités révolutionnaires au sein des services gouvernementaux sur le plan local et national; par exemple, rôle des conseils révolutionnaires dans l'armée, au Ministère des affaires étrangères et à la radio de Budapest

Le Conseil national principal chargé de coordonner les activités de tous les Comités révolutionnaires

- a) Le rôle du "Comité révolutionnaire national" de Jozsef Dudas;
- b) Proposition tendant à créer un Conseil national sous la présidence de Zoltan Kodaly.

Négociations entre le Gouvernement et les Comités révolutionnaires

Les premières déclarations relatives à ces négociations ont été faites le 30 octobre; il reste à étudier l'évolution de ces négociations pour ce qui est des réserves initiales envers le Gouvernement Nagy et l'acceptation progressive de l'autorité de ce gouvernement.

CHAPITRE XII

LE RETABLISSEMENT DES DROITS POLITIQUES

(23 octobre - 4 novembre)

Le Gouvernement national du 27 octobre

M. Kadar ayant remplacé M. Geroe au poste de Premier secrétaire, M. Nagy est en mesure d'envisager et de former un gouvernement plus acceptable pour l'opinion publique. Le Général Bata et M. Piros n'en font plus partie. Les chefs des deux anciens partis agraires entrent dans le Gouvernement du 27 octobre. Cependant, les anciens sociaux-démocrates ne veulent pas y participer tant que leur parti ne sera pas autorisé à reprendre son activité. Certains anciens ministres staliniens font partie du gouvernement - d'autres pas.

Le Cabinet du 30 octobre et la reconstitution des partis politiques

Peu après la dissolution de l'AVH, la démission de M. Bebrits - communiste particulièrement impopulaire - est le premier signal indiquant que M. Nagy a recouvré sa liberté d'action. Le lendemain, il met fin au système du parti unique et forme en conséquence un cabinet dans lequel les sociaux-démocrates sont appelés à collaborer avec le parti des petits propriétaires et les nationaux-paysans - représentant tous trois les partis nouvellement reconnus - et les communistes. Les petits propriétaires insistent pour que les paysans soient libres d'adhérer ou non aux coopératives; les nationaux-paysans préconisent la création d'un Conseil national suprême. Divergences au sein du parti national-paysan. Les chefs sociaux-démocrates. Départ pour Vienne de Mlle Kethly et de M. Revesz.

Les nouveaux journaux politiques

L'organe du parti des petits propriétaires flétrit ceux qui ont "collaboré" avec le régime Rakosi; le groupe "Petoefi" (national-paysan) recommande une politique susceptible de rencontrer l'agrément de pays tels que la Pologne, la Yougoslavie et l'Inde. L'organe social-démocrate rappelle les persécutions dont furent victimes des chefs syndicalistes non communistes et autres tenants de la justice sociale. Il condamne les extrémistes de droite et de gauche.

La nouvelle radio hongroise

Le 30 novembre, la radio hongroise promet de dire dorénavant la vérité et diffuse effectivement des déclarations faites par M. Nagy aussitôt après l'évacuation de ses bureaux par les agents de l'AVH.

Le Gouvernement "allégé" du 3 novembre

Un certain nombre de ministres communistes étaient impopulaires au point qu'ils représentaient un poids mort pour le Gouvernement du 27 octobre, lequel était resté en fonctions même après la création d'un cabinet restreint, le 30 octobre. Le 3 novembre, les sociaux-démocrates accordent leur participation et M. Nagy met sur pied un gouvernement composé de ministres d'Etat - en plus de lui-même et de Pal Maleter, nommé Ministre de la défense. Il s'agit d'un gouvernement démocratique du fait que, même avant de nouvelles élections, en font partie, en plus des communistes, des représentants des trois grands partis qui avaient participé aux dernières élections libres.

Facteurs religieux

Les autorités religieuses ont beaucoup souffert en Hongrie au cours des quelques dernières années. Toutefois, après le début des troubles, diverses personnalités religieuses font plusieurs déclarations en faveur du rétablissement de l'ordre et conseillent à la population de se montrer raisonnable. Le Cardinal Mindszenty retourne à son palais de Budapest le 31 octobre et, dans une longue émission radiodiffusée, il insiste, le 3 novembre sur la solidarité avec l'Occident et se demande quelle sera la prochaine démarche du "puissant empire russe". Il préconise de châtier suivant des formes légales les partisans du régime communiste et se déclare en faveur de la propriété privée "dûment tempérée par les intérêts de la société et de la justice".

Contre-révolution et anti-sémitisme

Les chefs sociaux-démocrates insistèrent pour que les paysans s'opposent à toute tentative de rétablir les grands domaines. De son côté, le parti des petits propriétaires accepte de participer au gouvernement sur un pied d'égalité avec les communistes et les socialistes, circonstance, on l'a souligné, qui prouve qu'il n'entendait nullement effacer les réalisations socialistes réellement utiles. Les paysans du groupe Petoefi se prononcèrent également en faveur du socialisme, mais non sous une forme étrangère à l'esprit de la nation. Il s'agit là des partis dont les Puissances Alliées avaient reconnu le caractère démocratique en 1945, et rien n'indique, avant le 4 novembre, que l'Union soviétique les ait considérés comme une menace contre-révolutionnaire, eux ou le Gouvernement auquel ils participaient à côté des communistes. En ce qui concerne l'anti-sémitisme, des personnalités juives telles que Zoltan Vas et Imre Lorant firent partie du Gouvernement ou des conseils révolutionnaires, et si certains individus ont cherché à créer un climat d'hostilité à l'égard de la population juive, on peut dire que ces efforts n'eurent aucun succès en Hongrie. L'anti-sémitisme n'a joué aucun rôle dans l'insurrection.

CHAPITRE XIII

L'INTERVENTION SOUS LE REGIME ACTUEL

M. Kadar se maintient au pouvoir grâce à l'appui soviétique

Proclamations des commandants militaires à Szolnok, Budapest, Szombatheley, Győr, Miskolc et ailleurs. Il ressort des témoignages que la Hongrie est passée sous le contrôle administratif direct des commandants militaires soviétiques. Remise des armes, couvre-feu, admonestations au sujet des grèves, etc. Rien qui ressemble à une administration nationale jusqu'au 7 novembre et même ensuite les décrets publiés montrent la décomposition de la fonction publique, de l'armée hongroise et du Parti communiste.

Etendue des pouvoirs exécutifs du commandement militaire soviétique

Des témoignages détaillés ont été fournis sur la position du commandement militaire soviétique en ce qui concerne la diffusion d'ordres, les négociations avec les ouvriers, etc. jusqu'au milieu de novembre. Assistance fournie pour reconstituer la police, les "groupes R.". Selon les témoignages, le Haut Commandement lui-même s'est installé au Parlement. Relations de M. Kadar avec le personnel soviétique et l'AVH.

Contrôle exercé par les autorités soviétiques sur les affaires intérieures hongroises

Des témoignages ont été apportés au sujet de la surveillance des communications téléphoniques par les Soviétiques, de l'installation de personnel soviétique dans les mines et les usines. Situation en ce qui concerne les mines d'uranium. Après janvier 1957, assouplissement du contrôle direct des Soviétiques, après la création de la nouvelle force de police hongroise. Des témoignages montrèrent que le retrait des troupes soviétiques sur des positions stratégiques, a correspondu à la réorganisation de la police et à la reconstitution du Parti communiste. Indications ultérieures concernant le contrôle exercé par les Soviétiques sur le gouvernement Kadar.

Degré de popularité du gouvernement dans les diverses fractions de la population

Il ressort des témoignages qu'à la fin des combats certains représentants des Comités révolutionnaires et des Conseils ouvriers croyaient que M. Kadar pourrait

sauver quelques-uns des résultats obtenus par l'insurrection. Le Gouvernement Kadar s'est efforcé de gagner à sa cause les paysans et les ouvriers. Kadar 'représentant du pouvoir soviétique en Hongrie, sans l'appui politique de la population. Exposé sur ce sujet.

Déportation de M. Imre Nagy

Récit des événements - négociations entre l'ambassade de Yougoslavie et le Gouvernement Kadar. Déclaration du Gouvernement yougoslave. Situation actuelle de M. Nagy et des autres déportés. Menaces qui pèsent sur leur avenir.

Position actuelle des Soviétiques vis-à-vis de l'insurrection hongroise

Le Gouvernement soviétique s'efforce systématiquement de présenter son intervention en Hongrie comme une mesure nécessaire pour devancer les menées "impérialistes" de l'Ouest. Indiquer que les troupes et des fonctionnaires soviétiques essaient de ne plus occuper le devant de la scène en Hongrie pour donner à l'étranger l'impression que Kadar et son régime se maintiennent sans leur appui. Aide matérielle accordée au régime dans l'espoir d'un retour à une économie productive. Honneurs exceptionnels dont M. Kadar a été l'objet lors de son récent voyage à Moscou. Analyse des résultats obtenus lors de la visite faite en mars par M. Kadar.

CHAPITRE XIV

L'ABOLITION DES DROITS POLITIQUES DEPUIS LE 4 NOVEMBRE

La déclaration d'intentions de Szolnok

Le programme en quinze points. Analogies avec le programme du dernier Gouvernement Nagy. Omissions. Attitude de M. Kadar à l'égard de la question de la neutralité, de l'abrogation du Pacte de Varsovie et du retrait des troupes soviétiques. Voir également le chapitre VIII.

Evolution de la politique intérieure depuis le 4 novembre

L'attitude initialement conciliante du Gouvernement à l'égard des revendications des conseils révolutionnaires, des conseils ouvriers et des intellectuels persiste jusqu'au 25 novembre. La question de la reprise du travail et des revendications des grévistes.

Reconstitution du Parti et de la police

Mesures prises par le Gouvernement en vue de rétablir l'influence du Parti dans les usines et dans les mines. Réaction des conseils ouvriers. Déclarations du Gouvernement au sujet de la suppression de l'AVH et témoignages sur le maintien des méthodes de l'AVH sous de nouveaux noms.

Conflits entre le Gouvernement et les conseils ouvriers

Description des discussions qui ont eu lieu entre le 16 et le 23 novembre. Reprise des grèves à Budapest et en province. Politique du Gouvernement en ce qui concerne les conseils ouvriers et la limitation du droit d'expression politique. Question de l'élargissement des attributions du Gouvernement et témoignages sur l'opposition de l'Union soviétique à ces propositions. Le décret-loi du 9 décembre. Cas d'arrestations, de mauvais traitements et de violations des droits constitutionnels en matière de procédure judiciaire. Grève générale des 10 au 12 décembre. Troubles à Miskolc, Csepel, Tatabanya et ailleurs.

Revendications de l'Association des écrivains

Position adoptée par les écrivains à l'égard des autorités russes et du Gouvernement. Arrestations et persécutions d'écrivains communistes en vue et d'autres intellectuels.

Le Gouvernement de janvier 1957

Déclaration. Changements de politique. Importance de la visite de M. Chou en Lai. Les visites de M. Kadar à Moscou aux mois de décembre et de mars.

Le retour aux méthodes du régime Rakosi

Comparaison entre les déclarations primitives de M. Kadar et des membres de son Gouvernement, d'une part, et les renseignements quant à la politique effectivement suivie. Cette comparaison doit reposer aussi bien sur des éléments de preuve recueillie par le Comité que sur les déclarations du Gouvernement concernant l'instruction religieuse dans les écoles; l'enseignement de la langue russe dans les écoles; le droit d'association; l'absence de mesures discriminatoires à l'égard des non communistes; le fait que les combattants pour la liberté ne doivent pas être traités en contre-révolutionnaires. La justice sommaire doit être rendue en stricte conformité de la loi. Abolition des méthodes de tortures pratiquées par l'AVH, etc. Obstacles qui empêchent le régime Kadar de revenir intégralement aux méthodes du régime Rakosi. Echec de la collectivisation de la terre. Reconnaissance du fait que des méthodes peu rationnelles du point de vue économique ont, dans le passé, été appliquées dans l'industrie lourde. Nécessité inéluctable d'augmenter les salaires des mineurs et de certaines catégories de personnel technique dans l'industrie. Régime plus libéral à l'égard des droits des artisans et de certaines petites industries à domicile. Reconnaissance du fait que l'on ne peut se fier au Parti socialiste hongrois des travailleurs. Le maintien du régime dépend de l'assistance économique de l'URSS. La conclusion générale est qu'actuellement, en ce qui concerne les droits politiques et la protection de l'individu, le Gouvernement fait machine arrière par rapport à ses déclarations initiales où il faisait montre d'anti-rakosisme. Par contre, il semble établi que l'insurrection a obligé aussi bien le Gouvernement hongrois que l'URSS à accorder des concessions économiques, pour essayer de vaincre l'opposition des éléments productifs de la population.

PARTIE C

ACTES COMMIS EN VIOLATION DES AUTRES

DROITS DU PEUPLE HONGROIS

CHAPITRE XV

STATUT INTERNATIONAL ET REPRESENTATION DE LA HONGRIE -

23 OCTOBRE - 4 NOVEMBRE

Le statut international de la Hongrie tel qu'il découle du Traité de paix. Le Pacte de Varsovie et l'admission à l'Organisation des Nations Unies en 1955. Influence soviétique sur la conduite des affaires étrangères et de la politique étrangère. Déclaration sur la "compétence nationale" transmise au Conseil de sécurité le 28 octobre 1956.

L'opinion publique pendant l'insurrection au sujet de l'évolution future des relations internationales de la Hongrie. Déclarations en faveur de la neutralité faites par le Comité national révolutionnaire hongrois (Dudas) le 28 octobre; par le Comité révolutionnaire du Ministère des affaires étrangères, le 30 octobre; par Bela Kovacs le 1er novembre. Déclaration d'intention faite par Imre Nagy à l'Ambassadeur soviétique. Note verbale remise aux missions diplomatiques étrangères à Budapest. Note verbale remise le 2 novembre à l'URSS. Débat sur la politique de neutralité dans la presse des 2 et 3 novembre. Télégramme d'Imre Nagy aux Nations Unies, le 1er novembre 1956 (A/3251) concernant "l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée générale".

Lettre d'Imre Nagy du 2 novembre demandant au Conseil de sécurité "d'enjoindre aux Gouvernements soviétique et hongrois d'engager immédiatement des négociations". Conditions dans lesquelles ces communications ont été préparées.

Question de la représentation de la Hongrie au Conseil de sécurité et aux séances de l'Assemblée générale. Révocations de Kos. Confirmation de Szabo. Conditions dans lesquelles a été envoyée une délégation composée de Horvath et de Szik.

Déclarations sur la politique étrangère faite par le Gouvernement Kadar après le 4 novembre.

CHAPITRE XVI

DEPORTATIONS ET AUTRES ACTES COMMIS EN VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

Déportations

Données de fait sur les déportations. Qui voit les déportés. Relations entre les troupes soviétiques et l'AVH en matière de déportations.

Où les déportés ont-ils été pris. Quand. Moyens de transport utilisés. Appels au secours. Certains déportés sont délivrés par les employés des chemins de fer et les combattants de la liberté. Traitement des déportés. Retour de certains d'entre eux, en particulier de ceux de moins de 18 ans.

But des déportations : (a) briser la résistance hongroise; (b) obtenir des renseignements; (c) obtenir des preuves de l'existence de la "contre révolution".

Durée de la déportation. Nombre de déportés. Lieux de détention.

Attitude du gouvernement Kadar. Négociations du gouvernement Kadar avec les Conseils ouvriers au sujet des déportés. Déclarations officielles hongroises et soviétiques.

Autres violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales du peuple hongrois

Pendant les combats - Les troupes tirent sans distinction sur les civils. Cas d'emploi de la terreur comme moyen d'intimidation et pour mater la rébellion. Traitements dégradants infligés à des femmes.

Après le 4 novembre - Les normes établies par la Déclaration universelle des droits de l'homme ne sont pas respectées. Retour aux méthodes utilisées par la police politique. Emploi de la torture, recours à des traitements cruels et inhumains pour obtenir des aveux. Valeur à attribuer à de tels aveux.

Arrestations arbitraires, détention sans jugement, pressions politiques exercées sur les tribunaux. Justice sommaire. Loi martiale. Décrets d'exception. Institution de peines d'éloignement et de résidence surveillée.

Participation de l'armée soviétique à la poursuite et au châtement des insurgés.

Entraves au passage de la frontière et au droit de chercher asile contre la persécution.

Mesures destinées à empêcher l'activité des partis politiques démocratiques.
Restrictions à la liberté de la presse et des communications.

Liberté d'association : droits syndicaux (d'après les rapports de l'OIT).
Travail forcé.

Restrictions à la liberté religieuse et à la liberté d'enseignement. Suppression des contacts avec le monde occidental.

CHAPITRE XVII

CONCLUSIONS GENERALES